



HAL
open science

Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Yémen. Images
Economiques du Monde 2009, Armand-Colin, 2008, 978-2-200-35517-3. halshs-00319206

HAL Id: halshs-00319206

<https://shs.hal.science/halshs-00319206>

Submitted on 3 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ROMAN STADNICKI

ARABIE SAOUDITE (4189)

Consécration de la puissance

Les indicateurs économiques sont au beau-fixe : les excédents budgétaire et courant sont parmi les cinq premiers au monde ; le PIB par habitant, de 15 000 dollars, n'a pas été aussi élevé depuis 1981 alors que la population a triplé depuis lors ; la dette publique a été ramenée sous la barre des 20 % du PIB (contre 40 % en 2007). Le pétrole demeure la principale ressource du royaume, contribuant à plus du tiers du PIB et à 90 % des exportations. Le roi ne cache toutefois pas son inquiétude sur les risques de récession et d'incitation au recours à des énergies alternatives que comporte la hausse vertigineuse du prix du baril, qui a atteint 130 dollars en mai 2008. La situation financière encourage toutefois les dirigeants à conduire divers projets dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des transports. Dans ce dernier domaine, les chantiers et les projets se multiplient : nouvelles liaisons autoroutières interurbaines ; projets de modernisation des ports ; développement des chemins de fer. Les premières pierres de King Abdullah Economic City, l'une des trois villes nouvelles industrielles prévues par le gouvernement, ont d'ores et déjà été posées. Par ailleurs, les récents accords passés avec des universités occidentales, et notamment françaises lors de la visite du président Sarkozy en janvier 2008, montrent que le royaume cherche, à l'instar des émirats voisins, à multiplier les voies de la diversification économique. Seuls manquent des remèdes efficaces à l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat, malgré l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la réduction des taxes d'importation, ou l'augmentation des subventions alimentaires, décidées au début 2008. L'inflation, quasi insignifiante jusqu'en 2005, se répercute aujourd'hui fortement sur les prix des loyers et contribue au renforcement des inégalités sociales dans le pays. Au plan international, l'Arabie Saoudite confirme également son influence, en faisant état d'une politique étrangère particulièrement dynamique. Sans renier son alliance historique avec les États-Unis – le président Bush a été reçu par le roi Abdallah à deux reprises pour négocier des ventes d'armes et envisager une solution à la hausse du prix du baril –, le royaume diversifie ses partenaires. L'Union européenne, grâce à la signature d'un accord de libre échange à la fin 2007, et l'Asie, qui absorbe environ la moitié des exportations saoudiennes, sont aujourd'hui des acteurs incontournables. Enfin, l'Arabie Saoudite représente, aux yeux de la diplomatie américaine surtout, le seul contrepoids possible à l'Iran, tout en essayant de se placer en arbitre des différentes crises qui touchent la région, israélo-palestinienne et syro-libanaise notamment.

Progrès sociaux hésitants

Si la réforme du processus de succession, la création de conseils municipaux et l'adoption d'une loi régularisant les ONG représentent des avancées majeures, nombre de défis restent à relever dans ce pays où la moitié de la population a moins de vingt ans et où le chômage frappe un jeune sur trois. D'une part, les réformes structurelles annoncées par le roi à son accession au trône en 2005 progressent timidement, la réorganisation des systèmes judiciaire et éducatif s'avérant particulièrement difficile. D'autre part, les droits de l'homme et les libertés individuelles restent entravés comme en témoignent plusieurs faits marquants. Outre la médiatisation de nouveaux cas de violence faite aux immigrés et aux femmes, par ailleurs toujours privées du droit de conduire, la communauté internationale a été particulièrement sensible au cas de Fouad al-Farhan. Ce jeune blogueur de Djeddah a passé quatre mois en prison, sans jamais avoir pu bénéficier des services d'un avocat, pour avoir

publié un article décrivant les « avantages » et les « inconvénients » d'être musulman. Fouad al-Farhan est le premier cyberdissident emprisonné en Arabie Saoudite mais son cas montre que la liberté d'expression y reste très limitée – 400 000 sites Internet seraient bloqués dans le royaume – et que la politique de censure pratiquée au nom du respect des valeurs religieuses y est rigoureuse.

ÉMIRATS ARABES UNIS (3262)

Le miracle continue

Comme les années précédentes, les excédents des comptes extérieurs sont substantiels, en raison de la hausse des prix du brut. Ils couvrent le léger ralentissement de la croissance en 2007, conséquence du fléchissement de la production pétrolière. Une rente financière, sensée amortir le déclin annoncé des recettes d'hydrocarbures a d'ailleurs déjà été constituée. L'Abu Dhabi Investment Authority possède ainsi le fonds souverain le plus riche du monde et investit essentiellement à l'étranger, dans des groupes américains et canadiens. Pour préparer au mieux l'après-pétrole, l'économie continue en outre à se diversifier. Des stratégies de développement différentes se profilent néanmoins entre les deux principaux émirats de la fédération. Dubaï mise, plus que jamais, sur le commerce et le tourisme, forces motrices de la croissance économique locale. L'émirat est le troisième port de containers du monde et le tourisme représente 30 % du PIB. L'inauguration du plus haut gratte-ciel du monde à la fin 2008 ainsi que l'ouverture prochaine du parc à thème Dubailand, où les répliques du Taj Mahal et des pyramides d'Égypte côtoieront un domaine skiable et le plus grand zoo du Moyen-Orient, devraient continuer à attirer des visiteurs du monde entier. L'émirat d'Abu Dhabi parie quant à lui sur l'industrie lourde, en ambitionnant de créer un tri-pôle mêlant sidérurgie, aluminium et pétrochimie et, sur le développement des PME, en ouvrant des zones économiques spécialisées. Le développement culturel n'y est toutefois pas en berne, comme le montre le projet de l'île Saadiyat où seront construites les répliques de quatre des plus grands musées du monde.

Dérive inflationniste et concurrence accrue

Résultant des excédents substantiels et de l'alignement sur la politique monétaire américaine, l'inflation est la principale limite du succès émirien. Tirée par la hausse des prix des matériaux de construction et des loyers, l'inflation passe de 9 % en 2006 à plus de 12 % en 2007. L'indice des prix moyens à la consommation a quintuplé depuis 2003. La mise sous plafond des augmentations de loyer par les autorités n'a pas réellement été respectée. Les coûts de l'électricité et de l'eau sont eux aussi en constante augmentation. Enfin, conséquence de la diversification économique, la concurrence se développe entre les pays du CCG, dont les stratégies de développement demeurent nationales et indépendantes. Sur le plan financier, la création du Dubai International Financial Center en 2004 concurrence de plus en plus Manama, première place boursière de la région. La bourse de Dubaï a même poursuivi sa tendance à la hausse malgré la crise des *subprimes*. En revanche, les secteurs du transport aérien et de la recherche sont exposés à une rude compétition. L'essor actuel des compagnies aériennes qatarie et bahreïnienne et des compagnies *low cost* de la région obligent par exemple Emirates et Etihad, les deux principales sociétés émiriennes, à repenser leur stratégie et à baisser leurs tarifs. L'accroissement de cette concurrence régionale a donné lieu à une amélioration de la complémentarité économique entre les émirats de Dubaï et d'Abu Dhabi, souvent en compétition par le passé, ce qui éloigne *in fine* les risques de crise. Les révoltes de

travailleurs étrangers, moins violentes en 2008 qu'en 2006 et 2007, constituent quant à elles toujours « l'envers du décor » de la réussite économique émirienne.

KOWEÏT (2070)

Grands travaux

Le Koweït profite directement de la hausse du prix du baril puisqu'il engrange d'extraordinaires recettes pétrolières sans pour autant augmenter sa production. À l'instar des EAU, les réserves en devises constituées par la Banque centrale et le fonds souverain sont colossales. Le pays peut donc se consacrer à la réalisation de grands travaux. Plus de 50 milliards de dollars vont être investis par la Kuwait Petroleum Corporation dans divers projets pétroliers durant les cinq prochaines années. L'aéroport international sera bientôt doté d'un terminal pouvant accueillir 20 millions de passagers par an. Les projets de construction d'un réseau ferroviaire et d'un métro ont d'ores et déjà été chiffrés. Enfin, l'appel d'offres pour la construction d'un pont traversant la baie de Koweït, reliant ainsi Kuwait City à la ville de Subiya, va être lancé fin 2008.

Sortir de l'État providence ?

Au Koweït, le secteur privé rencontre encore quelques difficultés à prendre le relais d'une économie de rente qui a notamment provoqué l'hypertrophie du secteur public, entièrement financé par le pétrole. L'emploi des koweïtiens en dépend en effet à 86 %. Les vives tensions entre le parlement et le gouvernement à propos de l'introduction d'un nouveau découpage électoral ont en outre empêché que ne soient véritablement engagées les réformes structurelles avant la fin 2007. Les évolutions actuelles laissent toutefois présager le passage à une économie plus ouverte et diversifiée. Pour preuve, la loi qui ramène de 55 à 15 % le taux d'imposition des bénéfices des investisseurs étrangers et la vague de privatisations qui touche notamment le secteur de l'industrie et du transport aérien. Reste que le pays, organisateur en avril 2008 d'une conférence internationale consacrée à l'Irak, doit faire face à la réticence des députés islamistes et des élus les plus conservateurs vis à vis des projets de réformes économiques et politiques. Le pays est en effet la seule monarchie pétrolière à posséder un parlement élu, y compris par les femmes depuis 2005.

QATAR

Croissance frénétique

Le pays au PIB par habitant de 60 000 dollars poursuit sa course folle à la croissance et à la diversification de son économie tout en conservant un rôle très important dans le secteur des hydrocarbures : il possède les troisièmes réserves mondiales de gaz. Le projet Qatalum est par exemple le plus important projet d'aluminerie primaire au monde. Il prévoit une capacité de 585 000 tonnes par an en 2010. La compagnie aérienne Qatar Airways ne fléchit pas : en 2008, elle a renforcé sa flotte de 57 Boeings et envisage d'acquérir des A380 supplémentaires en plus des cinq exemplaires déjà commandés. En matière de développement des infrastructures, l'État n'est pas en reste. En mai 2008, il a signé un accord pour la construction d'une centrale électrique et de désalinisation d'une valeur de 3,8 milliards de dollars. Il a par ailleurs chargé le groupe Vinci d'assurer la liaison autoroutière tant attendue entre Qatar et Bahreïn qui comprendra, sur 40 kilomètres, une succession spectaculaire de digues artificielles et de ponts. Le pays reste très touché par l'inflation qui aurait atteint 13 % en 2007. Le marché immobilier y est conséquemment de plus en plus réglementé alors que les possibilités d'une réévaluation du Riyal ne sont pas écartées, en cas de prolongation des pressions inflationnistes et de la « chute » du dollar.

Le problème de la main d'œuvre

Le Qatar est exposé depuis plusieurs années à un problème de main d'œuvre. Celle-ci y est peu abondante, coûteuse et trop peu formée, du fait de l'ouverture tardive du marché de l'emploi aux étrangers et du retard accumulé dans le développement du secteur scientifique et technique, retard sensiblement rattrapé avec l'ouverture du Qatar Science & Technology Park à la fin 2007. Pour remédier au manque de main d'œuvre, le gouvernement ambitionne de rappeler une partie de la population qatarie expatriée. Une loi a également été votée dans ce sens en 2008, accordant le droit à tous les Qataris âgés de 18 ans, femmes comprises, qui votent depuis la nouvelle Constitution de 2003, de siéger dans les administrations des grandes institutions. Au plan international, la Qatar s'est illustré à plusieurs reprises, en 2007 et 2008, par son rôle de médiation dans le conflit yéménite qui oppose les rebelles chiites au gouvernement. Bien que reposant sur un contexte politique stable, le Qatar pourrait toutefois être « pris en étau » entre sa proximité géographique avec l'Iran et sa proximité diplomatique avec les États-Unis...

YÉMEN (3662)

Vers l'intégration régionale ?

Le Yémen est le pays le plus pauvre du Moyen-Orient, avec un PIB par habitant n'excédant pas 900 dollars. Les efforts de redressement macroéconomique, l'ajustement structurel et l'aide internationale (5 milliards de dollars attribués en 2006), de laquelle le Yémen demeure très dépendant, semblent toutefois porter leurs fruits. L'actualité économique est principalement marquée par le projet de Yémen-LNG qui prévoit l'exportation de 6,7 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an sur une période de 20 ans. Il représente un investissement de plus de 4 milliards de dollars et inclut la construction d'un gazoduc, d'une usine de liquéfaction et d'un terminal de chargement. Bien qu'elles ne parviennent vraisemblablement pas à pallier la baisse de la production pétrolière, les premières livraisons de gaz devraient intervenir au début de l'année 2009. Ce projet, qui est le plus important jamais entrepris au Yémen, est par ailleurs à l'origine d'une dynamique d'ouverture aux investissements, comme en témoigne la réalisation de nombreux projets touristiques et immobiliers à Aden et Al-Mukallâ notamment. La signature d'un contrat de vente de 10 airbus à la compagnie Yemenia et le projet de construction d'une centrale nucléaire dédiée au dessalement d'eau de mer attestent d'une volonté de développer les infrastructures, dans un pays qui pourrait devenir membre de l'OMC en 2009. Toutefois, pour assurer sa place dans le club très fermé du CCG (Conseil de Coopération du Golfe), envisagée à l'horizon 2016, le Yémen devra poursuivre les réformes timidement engagées en 2005 et surmonter certaines carences structurelles qui touchent notamment la sphère financière et la fonction publique. L'inflation, le blocage des salaires et la corruption qui s'accroît avec les investissements gaziers et pétroliers constituent un réel frein à la stabilité politico-économique du pays. Le CCG exige par ailleurs l'arrêt de la culture du qat, plante euphorisante consommée quotidiennement par une majorité de la population ; ce qui paraît illusoire !

Trompeuse stabilité

La stabilité politique et la sécurité du pays sont mises à rude épreuve depuis le début 2008, signe de l'usure du pouvoir – le président Saleh est à la tête de l'État depuis 30 ans – et de la perméabilité du Yémen aux pressions extérieures. D'une part, la reprise des affrontements, en

janvier, entre l'armée et la rébellion chiite zaydite dans la province de Saada, qui ont fait des milliers de morts et de déplacés depuis 2004, remet en cause le cessez-le-feu signé grâce à la médiation du Qatar en juin 2007. D'autre part, l'État central est confronté à des revendications autonomistes dans l'ex-Yémen du Sud qui dénoncent la corruption du pouvoir. Elles ressurgissent comme le spectre de la guerre civile de 1994 qui s'était soldée par la défaite des sécessionnistes du Sud. Par ailleurs, Sanaa, la capitale, a été le cadre de plusieurs attaques terroristes revendiquées par la branche locale d'Al-Qaïda, qui ont visé l'ambassade américaine, un complexe résidentiel ou encore le bureau des douanes, près de l'ambassade d'Italie. Ces attaques succèdent à la mort de 2 touristes belges, au début de l'année, dans un attentat survenu dans le Wadi Dohan à l'est du Yémen. Enfin, l'immigration illégale est en très forte augmentation. Au cours des trois premiers mois de l'année, près de 9 000 personnes, Ethiopiens et Somaliens principalement, seraient arrivées sur les côtes yéménites par le Golfe d'Aden. Les conditions de traversée particulièrement périlleuses seraient à l'origine de la disparition de plusieurs milliers d'entre eux entre 2007 et 2008.